

## Nouvelles locales du mardi 02 juin 2015

@rib News, 02/06/2015 | Politique - Alors que depuis ce lundi soir, certaines informations faisaient état de la fuite du président de la CENI, ce dernier a assuré qu'il n'a pas l'intention de fuir le pays. Contacté par téléphone, il doit rester pour remplir la noble mission que le pays lui a confiée. Il a profité de cette occasion pour demander à la population de Bujumbura de continuer à aller récupérer les cartes d'électeurs. Il a également ajouté que ceux qui récupéreront pas dans les délais prévus vont les avoir le jour du vote sur les bureaux de vote. Cela n'a pas pourtant satisfait certains qui croient toujours que cette personnalité aurait pris le large vers l'ambassade des Etats-Unis à Bujumbura.

- Après le sommet des chefs d'Etats de la communauté est-africaine tenue ce dimanche et qui est arrivé à demander au Burundi de repousser le calendrier électoral d'au moins un mois et demi, le gouvernement du Burundi assure qu dans les tous prochains jours, le nouveau calendrier de ces élections sera mis en place. Cela a été dit par le secrétaire général et porte-parole du gouvernement qui lisait un communiqué. Philippe Nzobonariba assure que le gouvernement a bien accueilli ces conseils de la part des chefs d'Etats de cette sous-région. Il ajoute que le gouvernement a demandé aux experts de faire une étude sur ce cas pour aboutir à un compromis dans ce sens dans le but d'éviter un vide constitutionnel. Il demande aux politiciens de continuer de penser aux contributions à apporter dans ce sens et de continuer aussi à se préparer aux élections. Il demande également à la population burundaise de rester calme comme elle l'a toujours fait surtout dans ces moments. - Les manifestations contre un 3<sup>e</sup> mandat du président Pierre Nkurunziza ont repris dans le pays ce lundi. En ce 38<sup>e</sup> jour, les manifestants sont descendus dans les rues comme d'habitude pour dire non à ce mandat qu'ils qualifient d'inconstitutionnel. En effet, dans la ville de Bujumbura, les manifestants se sont heurtés à une police beaucoup plus organisée et plus robuste. - En outre, dans la commune urbaine de Nyakabiga, les manifestants ont été obligés de rester dans les rues des quartiers et n'ont pas pu atteindre les grands axes. Ils sont restés à l'intérieur des quartiers de cette commune. Des gaz lacrymogènes ont été lancés par les policiers même dans des parcelles où se trouvaient par des enfants et des vieillards. Dans cette commune, plusieurs jeunes ont été arrêtés par la police et conduits vers une destination inconnue jusqu'à présent. - Dans la commune urbaine de Musaga, les manifestants ont aussi été contraints de rester dans les quartiers de cette commune sans toutefois atteindre les grands axes surtout la RN7 qui est restée ouverte même si elle était bloquée à d'autres endroits. Entre temps dans cette même commune, une grenade a été lancée au Lycée Communal Musaga alors que les agents de la CENI étaient en train de distribuer des cartes d'électeurs. Ces derniers ont aussitôt interrompu leur travail après que deux policiers aient été blessés. La police est arrivée sur les lieux sans toutefois pouvoir trouver les responsables de cette attaque. Elle a ainsi arrêté certains manifestants. Les manifestants de Kamesa tout près de Musaga étaient eux aussi dans les rues et avaient bloqué la RN7 au niveau de cette localité. - La situation était ainsi dans la commune de Kanyosha où des tirs de sommation avaient été entendus ce matin cela pour intimider les manifestants afin qu'ils ne quittent pas leurs domiciles pour envahir les rues. Pas de manifestations signalées dans cette commune sauf que la police était suffisamment visible et que les principaux axes étaient restés fonctionnels. Des coups de feu ont été entendus et selon les habitants de cette commune, des policiers ont tiré jusque même dans les maisons, et auraient même défoncé les portes de certaines maisons à tort ou à raison. - Dans la commune urbaine de Ngagara, les manifestations ont eu lieu dans la calme et la tranquillité totales. En effet, le rassemblement des manifestants s'est fait au quartier V de cette commune et ces derniers ont pris la route vers le quartier VI et ont pris la route Buconyori et l'effectif augmentait à chaque pas en avant. S'ils rencontraient des forces de l'ordre, ils changeaient d'itinéraire et continuaient leur marche. Mais, des militaires et des policiers les suivaient partout où ils allaient. L'un des manifestants assure qu'ils ont préféré retourner dans les rues puis que le sommet des chefs d'Etats de la communauté est-africaine n'ont rien dit à propos de la question épineuse du 3<sup>e</sup> mandat du président Pierre Nkurunziza alors que c'est lui qui est la cause de tous ces problèmes. Il a ajouté en outre qu'ils ne vont quitter la rue que lors que le président Nkurunziza renonce à cette candidature. - Dans la commune urbaine de Cibitoke, les choses étaient aussi plus dures pour les manifestants qui n'ont pas pu franchir l'axe principal dit «A kurya Kanyoni A». Ils ont été obligés par rester dans les rues intérieures du quartier même s'ils essayaient de braver cette interdiction. Des coups de feu ont été entendus tout au long de la journée. Une maison a été brûlée dans Cibitoke avec tout son contenu. - Au moment où la population fait savoir que ce sont les policiers qui ont brûlé cette maison à cause d'une grenade lacrymogène, le porte-parole de la police nationale assure que ce type de grenade ne peut pas brûler toute une maison. Pierre Nkuruikiye ajoute par ailleurs que cet incident est arrivé alors que les policiers étaient déjà rentrés. - Des manifestations contre cette 3<sup>e</sup> candidature ont aussi eu lieu dans les communes de Vyanda dans la province Bururi et Kiremba de la province Ngozi. Dans cette dernière, plus de 300 manifestants se sont rencontrés au lieu dit «A Ku masanganzira A». Composés de plusieurs membres du FNL indépendants de Rwaswa Agathon, ils ont estimé qu'ils ne peuvent pas cautionner un mandat illégal de Pierre Nkurunziza. Ils ont ensuite pris la route vers le chef-lieu de cette commune et la police n'a même pas voulu s'en prendre à eux suite à leur effectif. A